



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe territoriale

Arrêté du 23 MAI 2024 portant prescriptions complémentaires à la société LH LOGISTICS PROPCO SCI relatives à la mise à jour des prescriptions du site

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 17 juin 2019 autorisant et réglementant les activités exercées par la société TELAMON sur les communes de SANDOUVILLE et OUDALLE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le dossier de porter à connaissance de la société TELAMON déposé le 21 décembre 2023 ;
- Vu la déclaration de changement d'exploitant de la société LH LOGISTICS PROPCO SCI transmise par courrier du 29 janvier 2024 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 avril 2024 relatif à la visite d'inspection du site de la société LH LOGISTICS PROPCO SCI le 27 mars 2024 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel du 30 avril 2024 ;
- Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société LH LOGISTICS PROPCO SCI exploite, sur le territoire des communes de SANDOUVILLE et OUDALLE, des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées ;

que les modifications présentées dans le dossier de porter à connaissance déposé le 21 décembre 2023 ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

qu'une modification des prescriptions réglementaires actuelles doit être réalisée du fait des modifications apportées par l'exploitant et de l'évolution de la nomenclature des installations classées ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour la société LH LOGISTICS PROPCO SCI sise à SANDOUVILLE et OUDALLE, conformément aux dispositions prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société LH LOGISTICS PROPCO SCI (SIRET 90789566800016), dont le siège social est situé 78 avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS 16, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations de son site situé sur les communes de SANDOUVILLE et OUDALLE.

ARTICLE 2 - AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

ARTICLE 3 - SURVEILLANCE

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 4 - SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies des communes de SANDOUVILLE et OUDALLE, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies des communes de SANDOUVILLE et OUDALLE pendant une durée minimum d'un mois. Les maires de SANDOUVILLE et OUDALLE font connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de : ~~1505 (AM) 83~~

- l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

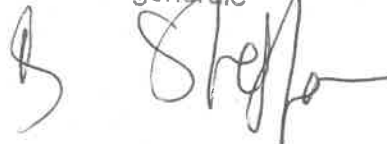
ARTICLE 8 – EXÉCUTION – AMPLIATION

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement du HAVRE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, les maires de SANDOUVILLE et OUDALLE, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

23 MAI 2024

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral

en date du **23 MAI 2024**

Société LH LOGISTICS PROPCO SCI
à SANDOUVILLE et OUDALLE (Parc Logistique Pont de Normandie 2)

Article 1^{er}

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Références des articles correspondants du présent arrêté - Nature des modifications
Arrêté préfectoral du 17 juin 2019	article 1.1.1 article 1.2.1 article 1.2.3 article 8.3.2 article 8.3.5.3 article 8.7.3.2 article 4.4.4 article 4.4.5	article 2 - modification article 3 - modification article 4 - modification article 5 - modification article 6 - modification article 7 - modification article 8 - modification article 9 - modification

Article 2

Les prescriptions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« La société LH LOGISTICS PROPCO SCI , dont le siège social est situé 78 avenue Raymond Poincaré, 75116 PARIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de SANDOUVILLE et OUDALLE, au Parc Logistique du Pont de Normandie 2, les installations détaillées dans les articles suivants. »

Article 3

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

«

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité autorisée (*)	Régime (**)
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) [...]. Le volume des entrepôts étant : 2-a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³	Surface d'entreposage du bâtiment = 97 278 m ² Hauteur au faîtage = 13,79 m Volume de l'entrepôt = 1 341 464 m³ <i>Capacité de stockage maximale : 101 000 t</i>	A
4331-1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t	1500 t *** en cellules B6b et B6c	A
4320-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	100 t **** Stockées en cellule B6c	D

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité autorisée (*)	Régime (**)
4321-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t	900 t **** Stockées en cellule B6c	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...], si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	- deux chaudières alimentées au gaz naturel de 1,8 MW - un groupe motopompe diesel sprinkler de 250 kW Puissance thermique maximale totale : 3,9 MW	DC
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	1 400 kW	D

(*) **Capacité autorisée** : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

(**) : **A** (Autorisation) ou **E** (Enregistrement) ou **DC** (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement) ou **D** (Déclaration)

(***) : la quantité de liquides inflammables est la quantité maximale susceptible d'être stockée sur le site en cas d'absence d'aérosols.

(****) : les quantités de 4320 et 4321 ne sont pas cumulables. Le site peut accueillir au maximum 900 tonnes d'aérosols dont 100 tonnes classées sous la rubrique 4320 »

Article 4

Les prescriptions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
SANDOUVILLE	Section AE parcelle 36	PLPN2
OULDALLE	Section AC parcelles 101 et 102	

»

Article 5

Les prescriptions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie et de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre, l'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage de la manière suivante :

Cellules	Surface
B1	4 854 m ²
B2	5 726 m ²
B3	11 527 m ²
B4	11 527 m ²

Cellules	Surface
B5	11 968 m ²
B6a*	2 803 m ²
B6b*	1 495 m ²
B6c*	1 500 m ²
C1	11 532 m ²
C2	11 542 m ²
C3	11 542 m ²
C4	11 532 m ²

(*) : si la cellule 6 n'est pas divisée en sous-cellule 6a, 6b et 6c, elle contient uniquement des produits classés sous la rubrique 1510.

Les cellules de stockage doivent respecter les dispositions suivantes :

- les murs séparant les cellules de stockage doivent :
 - être au minimum REI 240,
 - dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement,
 - si les murs extérieurs n'ont pas un degré coupe-feu 1 heure, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.
- la toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux classés A2s1d0 ou comporte en surface une feuille métallique de classe A2s1d0 ;
- les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs (par exemple baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques, portes et tuyauteries) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois ;
- les portes de communication mises en place dans les murs séparatifs sont EI120. Ces portes sont doublées dans les murs coupe-feu 4 heures. Ces portes sont également :
 - munies d'un dispositif de fermeture automatique,
 - dotées d'une plaque signalétique portant la mention « Porte coupe-feu – Ne mettez pas d'obstacles à sa fermeture »,
 - dégagées de tout obstacle afin de permettre une fermeture immédiate en cas de nécessité,
 - pourvues d'un système de détection automatique d'incendie asservi à leur fermeture ;
- l'isolement entre les bureaux/locaux sociaux et les cellules de stockage par une paroi REI 120 dépassant au minimum d'un mètre en toiture et des portes d'intercommunication (munies d'un ferme-porte) présentant un classement EI2 120 C (classe de durabilité C2), sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses ;
- l'isolement entre les locaux de charges, considérés comme locaux à risques, et les cellules de stockage par une paroi REI 120 et un plancher haut coupe-feu de degré 2 heures si les murs REI 120 entre les locaux de charge et les cellules ne montent pas jusqu'au bac acier de la toiture. Les portes donnant sur les cellules sont EI2 120 C et à fermeture automatique. Les portes intérieures aux locaux de charge (si elles existent) sont EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Les portes donnant vers l'extérieur sont E 30 ;
- l'isolement des autres locaux à risques (local électrique, chaufferie) et les cellules de stockage par une paroi REI 120 et un plafond REI 120. Ces locaux sont uniquement accessibles depuis l'extérieur. »

Article 6

Les prescriptions de l'article 8.3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Les dispositions de cet article ne s'appliquent qu'en cas de stockage sur le site de produits inflammables classés sous la rubrique 4331. »

Article 7

Les prescriptions de 8.7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Sont répartis autour de l'établissement a minima 10 prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).

Les prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés sont alimentés par le réseau public d'adduction d'eau de la zone qui fournit 270 m³/h pendant 2 heures. Le complément est assuré par une réserve incendie de 360 m³ minimum, équipée de 3 aires d'aspiration et d'une réserve de 240 m³ minimum équipée d'une aire d'aspiration et à disposition des services extérieurs de secours. Le débit disponible sur le site est conforme au besoin de 540 m³/h pendant 2 heures calculé par la méthode D9.

Concernant la réserve d'eau incendie, l'exploitant veille plus particulièrement à :

1. permettre la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve, par la création d'une plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 320 kN et ayant une superficie minimale de 64 m² (8 m x 8 m) desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu ;
2. limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 mètres dans le cas le plus défavorable ;
3. prévoir un dispositif de réalimentation afin que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison ;
4. la protéger sur la périphérie, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites ;
5. la positionner à moins de 100 mètres du bâtiment et la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible précisant sa capacité (lettres blanches sur fond rouge déssectorisées pour permettre le repérage de nuit) ;
6. la positionner hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers ;
7. entretenir régulièrement cette réserve (nettoyage, curage).

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Chaque point d'eau incendie devra être signalé par un panneau inaltérable blanc sur fond rouge en lettrage noir indiquant ses performances hydrauliques. »

Article 8

Les prescriptions de 4.4.4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par trois séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Les eaux ainsi traitées sont récupérées dans 3 bassins d'orage d'un volume total d'au moins 4333 m³ avant rejet dans le réseau de collecte du grand port maritime du Havre site qui rejoint le grand canal du Havre.

Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet d'une vérification au moins annuelle. Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le débit de fuite maximal des eaux rejetées vers le milieu naturel est de 10 l/s/ha.

En cas d'incident, deux électrovannes, asservies au réseau sprinkleur de l'entrepôt, permettent d'isoler les eaux pluviales de voiries. »

Article 9

Les prescriptions de 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement	Eaux pluviales de toiture	Eaux domestiques
Traitement avant rejet	3 séparateurs d'hydrocarbures	Sans	4 stations biologiques compactes
Exutoire du rejet	Bassins d'orage de 4333 m ³ minimum	Bassins d'orage de 4333 m ³ minimum Trop plein vers le canal de rejet du GPMH	Trop plein vers le canal de rejet du GPMH
Milieu naturel	Grand canal du Havre		
Coordonnées des points de rejet (Lambert)	X :1502920 Y : 9144252		

»